

Index AI : PRE01/455/2011
13 September 2011

Les inquiétudes se font plus vives pour les militants syriens face au nombre croissant de morts en détention

Amnesty International exhorte les autorités syriennes à dévoiler où se trouvent quatre militants arrêtés le 6 septembre près de Damas, alors que la dépouille de leur ami a été rendue à sa famille durant le week-end.

Ces quatre hommes, dont les frères Yahya et Maan Shurbaji, n'ont pas été revus depuis qu'ils ont été arrêtés à Daraya, une banlieue de Damas, le 6 septembre, en même temps que Ghayath Mattar, le militant décédé. Les inquiétudes sont vives quant à leur sécurité.

Dans un rapport publié au mois d'août, Amnesty International recensait 88 personnes mortes en détention depuis le mois d'avril ; sept autres, dont Ghayath Mattar, ont péri en détention ces dernières semaines, portant le nombre total des victimes à 95.

« Il ne fait aucun doute que ces défenseurs des droits humains de Daraya courent de graves dangers, étant donné les circonstances plus que douteuses qui entourent la mort de leur ami et militant Ghayath Mattar, a affirmé Philip Luther, directeur adjoint du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord d'Amnesty International.

« Le nombre de plus en plus élevé de morts en détention, ainsi que le manque de détermination des autorités syriennes à mener des enquêtes indépendantes, met en lumière une politique systématique d'atteintes aux droits humains cautionnées par le gouvernement. Dans ce contexte, chaque détenu doit être considéré en grand péril. »

Selon la version officielle donnée à la famille de Ghayath Mattar par les responsables des services de sécurité, il a été « abattu par des bandes armées ». Il a pourtant été établi qu'il se trouvait en détention depuis le 6 septembre et des preuves, notamment vidéos, laissent à penser qu'il a été torturé avant de mourir. Le jeune homme de 26 ans a contribué à organiser des manifestations pacifiques à Daraya, pendant lesquelles les manifestants ont répondu à la violence des forces de sécurité en arborant des fleurs.

Ghayath Mattar et Yahya Shurbaji ont été interpellés par des agents en civil le 6 septembre, après que le frère de Yahya Shurbaji, Maan, ait appelé pour les informer qu'il avait été blessé par les forces de sécurité ayant effectué une descente à son domicile. Selon certaines sources, Maan Shurbaji était déjà en détention à ce moment-là et a été contraint de passer cet appel afin de piéger son frère en vue de l'arrêter.

Deux autres militants de Daraya, Mazen Zyadeh et Mohamed Tayseer Khoulyani, auraient été arrêtés au même moment que Maan Shurbaji. Les services de renseignements de l'armée de l'air ont confirmé l'arrestation de Ghayath Mattar le 6 septembre, en téléphonant à sa famille quelques jours avant que sa dépouille ne lui soit remise.

« Yahya Shurbaji est tout particulièrement menacé, en raison du rôle actif qu'il a joué dans l'organisation des manifestations pacifiques depuis le mois de mars. Les autorités syriennes doivent immédiatement révéler où se trouvent les prisonniers et les autoriser à recevoir la visite de leurs avocats, de leurs familles et à recevoir l'aide médicale dont ils ont besoin », a indiqué Philip Luther.

L'on craint aussi de plus en plus pour la sécurité de six autres militants de Daraya, auxquels leurs proches n'ont pas pu rendre visite depuis qu'ils ont été appréhendés en juillet et août. Tout comme les prisonniers détenus depuis le 6 septembre, on croit savoir qu'ils sont aux mains des services de renseignements de l'armée de l'air, le principal organe de sécurité syrien actuellement en opération à Daraya.

Selon un ami de la famille, les forces de sécurité ont encerclé le cimetière lors des funérailles de Ghayath Mattar, afin d'empêcher tout rassemblement public lors de la cérémonie, et ont ensuite tiré à balles réelles sur les participants, tuant un jeune garçon de 17 ans et en blessant quatre autres.

Les autorités syriennes n'ont pas publiquement annoncé que des charges avaient été retenues contre les militants maintenus en détention, mais Amnesty International croit savoir qu'ils sont retenus pour avoir participé aux manifestations réclamant des réformes.

« Si ces hommes sont derrière les barreaux uniquement pour avoir milité pacifiquement en faveur des droits fondamentaux, nous les considérerons comme des prisonniers d'opinion et demanderons leur libération immédiate », a conclu Philip Luther.